

Convention collective départementale

IDCC : 984. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES,
MÉCANIQUES ET CONNEXES
(EURE-ET-LOIR)
(27 juillet 1978)**

(Etendue par arrêté du 23 novembre 1979,
Journal officiel du 25 janvier 1980)

■ *Journal officiel* du 1^{er} avril 2008

Arrêté du 25 mars 2008 portant extension d'avenants à la convention collective des industries métallurgiques, mécaniques et connexes d'Eure-et-Loir (n° 984)

NOR : MTST0807436A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité,

Vu le code du travail, notamment ses articles L. 133-1 et suivants ;

Vu l'arrêté du 23 novembre 1979 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du 12 février 2007, portant extension de la convention collective de travail des industries métallurgiques, mécaniques et connexes d'Eure-et-Loir du 27 juillet 1978 et des textes qui l'ont modifiée ou complétée ;

Vu l'avenant du 20 décembre 2007 sur les rémunérations minimales hiérarchiques des ouvriers, administratifs, techniciens et agents de maîtrise (annexes A, B et C) à la convention collective susvisée ;

Vu l'avenant du 20 décembre 2007 sur les rémunérations annuelles garanties pour l'année 2007 (1 barème) à la convention collective susvisée ;

Vu l'avenant du 20 décembre 2007 sur les rémunérations annuelles garanties pour l'année 2008 (1 barème) à la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 2 mars 2008 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), recueilli suivant la procédure prévue à l'article R. 133-2 du code du travail,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective des industries métallurgiques, mécaniques et connexes d'Eure-et-Loir du 27 juillet 1978, tel que modifié par l'avenant du 9 février 1994, à l'exclusion de la réparation d'appareils électriques pour le ménage non associée à un magasin de vente, les dispositions de :

- l'avenant du 20 décembre 2007 sur les rémunérations minimales hiérarchiques des ouvriers, administratifs, techniciens et agents de maîtrise (annexes A, B et C) à la convention collective susvisée, sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 132-12-3 du code du travail ;
- l'avenant du 20 décembre 2007 sur les rémunérations annuelles garanties pour l'année 2007 (1 barème) à la convention collective susvisée, sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 132-12-3 du code du travail ;
- l'avenant du 20 décembre 2007 sur les rémunérations annuelles garanties pour l'année 2008 (1 barème) à la convention collective susvisée, sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 132-12-3 du code du travail.

Article 2

L'extension des effets et sanctions des avenants susvisés est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par lesdits avenants.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 25 mars 2008.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur général du travail,

J.-D. COMBREXELLE

Nota. – Les textes des avenants susvisés ont été publiés au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2008/7, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8 €.